

**RÉSUMÉ EXÉCUTIF DES DONNÉES
SOCIO-ÉCONOMIQUES DES DIX
RÉGIONS LIÉES AUX CESER DE LA
MACRO-RÉGION ATLANTIQUE**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DES DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES DIX RÉGIONS LIÉES AUX CESER DE LA MACRO-RÉGION ATLANTIQUE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DES DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES DIX RÉGIONS LIÉES AUX CESER DE LA MACRO-RÉGION ATLANTIQUE..... 0

Résumé exécutif 2

1. Périmètre et méthodologie 3

2. Démographie : convergence structurelle et impacts territoriaux divergents 4

3. Marché du travail : dualité structurelle..... 7

4. Éducation et capital humain : progrès généralisés, retombées inégales 9

5. Degré d'urbanisation..... 11

6. Principales implications..... 13

Résumé exécutif

Le présent rapport synthétise les résultats de l'analyse comparative des données socio-économiques relatives aux dix régions associées aux Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) de la macro-région atlantique : Andalousie, Bretagne, Canaries, Castille-et-León, Estrémadure, Galice, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Pays basque et Pays de la Loire.

L'analyse s'appuie sur les informations issues des fiches territoriales élaborées pour chacune des régions et permet de dégager des tendances structurelles communes, ainsi que des disparités significatives en matière de dynamiques démographiques, de fonctionnement des marchés du travail, de capital humain et d'organisation territoriale.

De manière transversale, les principaux enseignements peuvent être synthétisés comme suit :

1. **Convergence partielle et disparités structurelles persistantes.** Les régions étudiées présentent des évolutions structurelles convergentes — vieillissement démographique, tertiarisation de l'activité économique et amélioration du niveau de qualification de la population. Toutefois, des écarts substantiels demeurent en matière d'emploi, de productivité et de cohésion territoriale. Ces disparités relèvent moins de facteurs conjoncturels que de modèles territoriaux de développement différenciés, de spécialisations économiques distinctes et de capacités inégales à valoriser le capital humain en emplois durables et à forte valeur ajoutée.
2. **Sous-valorisation du capital humain.** L'élévation générale des niveaux de qualification ne se traduit pas systématiquement par une amélioration des performances sur le marché du travail ni par des gains de productivité, en particulier dans les territoires caractérisés par des structures productives plus vulnérables ou insuffisamment diversifiées.
3. **Primauté de l'approche territorialisée (« place-based approach »).** Les résultats confirment la pertinence de stratégies de développement territorial intégrées et différenciées, fondées sur les atouts et contraintes spécifiques de chaque région, conformément aux orientations de la politique de cohésion de l'Union européenne.
4. **Nécessité d'une gouvernance multiniveaux renforcée.** Une convergence territoriale effective suppose l'existence de cadres stratégiques partagés entre les différents niveaux de gouvernance, accompagnés de dispositifs opérationnels flexibles permettant une mise en œuvre adaptée aux spécificités locales.

1. Périmètre et méthodologie

L'étude repose sur l'exploitation homogène d'indicateurs comparables, issus de sources statistiques harmonisées, tels qu'ils figurent dans les fiches socio-économiques élaborées pour les dix régions retenues. Ces fiches sont structurées autour de plusieurs blocs thématiques : population et dynamiques démographiques, mouvements migratoires, marché du travail, éducation et capital humain, ainsi que la caractérisation du degré d'urbanisation.

La méthodologie adoptée est de nature descriptive et analytique. Elle s'appuie notamment sur :

- La comparaison transversale d'indicateurs harmonisés ;
- L'identification de régularités structurelles et de valeurs atypiques (*outliers*) ;
- Une lecture intégrée d'indicateurs interdépendants, afin d'appréhender des dynamiques structurelles de moyen et long terme, au-delà des évolutions strictement conjoncturelles.

Le présent rapport n'a pas pour objectif d'établir des relations causales ni de produire des exercices prospectifs, mais de fournir une base analytique robuste destinée à alimenter la réflexion stratégique et le débat territorial au sein des CESER.

2. Démographie : convergence structurelle et impacts territoriaux divergents

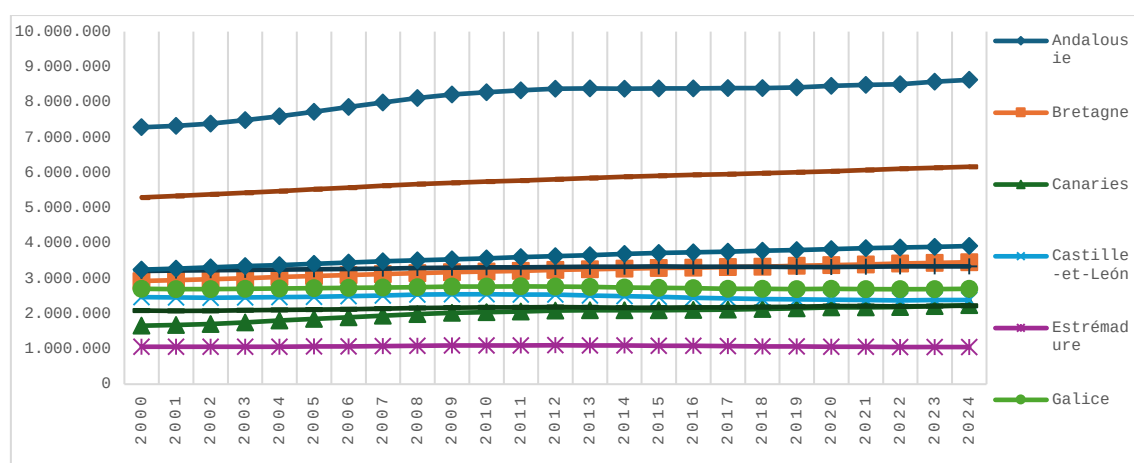
L'analyse comparative des dix régions étudiées met en évidence l'existence de trois tendances démographiques communes :

- a) Un vieillissement progressif de la population
- b) Des niveaux de fécondité durablement inférieurs au seuil de renouvellement des générations
- c) Un solde naturel négatif de nature structurelle, uniquement compensé dans certains cas par l'immigration

Comme l'illustre le **Graphique 1** (évolution de la population entre 2000 et 2024), ces dynamiques convergentes produisent des effets territoriaux nettement différenciés, en fonction de l'intensité des flux migratoires et des structures démographiques initiales. Une croissance soutenue de la population est observée en Andalousie, en Nouvelle-Aquitaine et dans les Pays de la Loire, ainsi qu'une augmentation particulièrement marquée dans les Canaries, qui affichent la plus forte croissance relative de l'ensemble analysé. Dans ces territoires, la dynamique démographique est principalement portée par un solde migratoire positif, qui compense largement un solde naturel négatif.

À l'inverse, la Castille-et-León, l'Estrémadure et la Galice présentent une évolution nettement défavorable, caractérisée par une stagnation, voire un recul démographique sur l'ensemble de la période considérée. Ces régions se distinguent également par les structures démographiques les plus vieillissantes, avec une proportion élevée de population âgée de 65 ans et plus (**Graphique 4**) et des taux de dépendance élevés, ce qui renforce des trajectoires de déclin démographique à caractère structurel.

Graphique 1. Évolution de la population entre 2000 et 2024



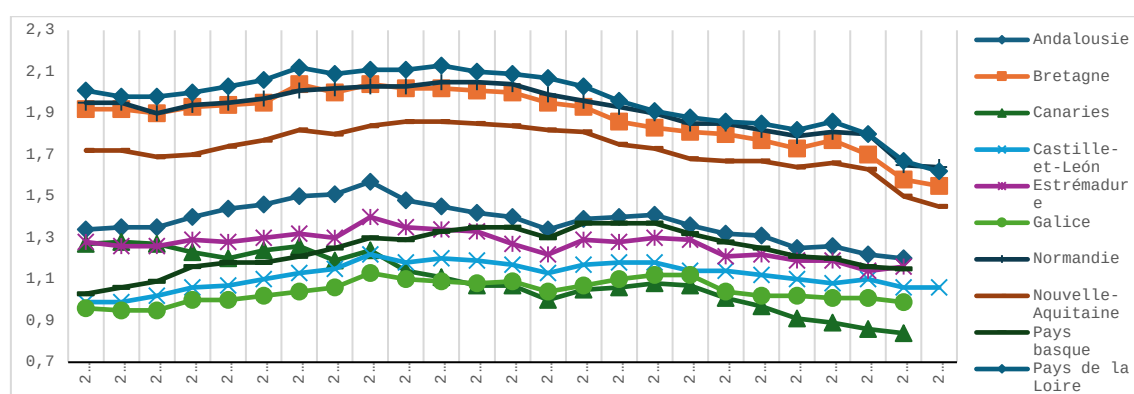
Source : élaboration propre à partir des données d'Eurostat

Les régions françaises — la Bretagne, la Normandie et les Pays de la Loire — présentent des trajectoires démographiques plus équilibrées. Le **Graphique 1** met en évidence une croissance démographique modérée mais continue, soutenue par des niveaux de fécondité relativement plus élevés que ceux observés dans les régions espagnoles, contribuant ainsi à atténuer les effets du vieillissement démographique.

Les Pays de la Loire se distinguent par la combinaison d'un vieillissement plus contenu et d'une dynamique démographique globalement favorable, reposant à la fois sur des niveaux de fécondité plus élevés et sur une capacité soutenue d'attraction des populations. Néanmoins, même dans cette région, la part de la population âgée de 65 ans et plus progresse de manière continue, dépassant 22 % à la fin de la période analysée.

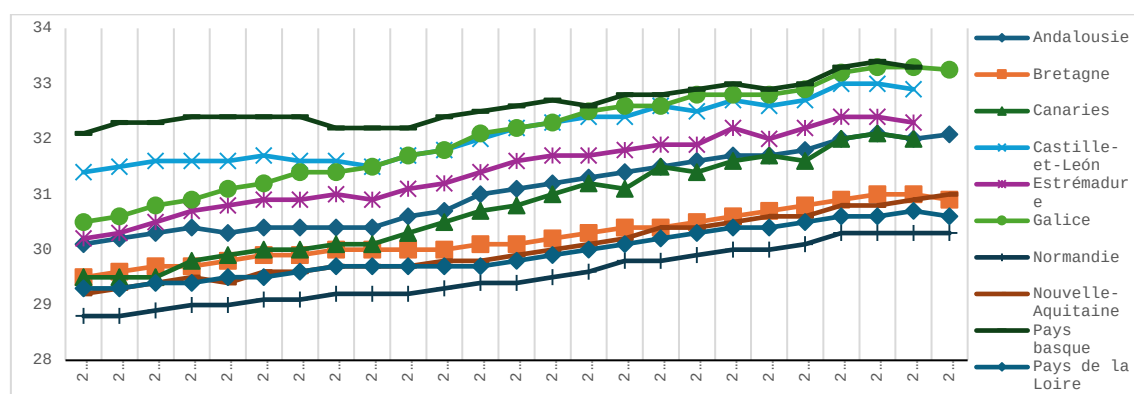
Parallèlement, le nombre moyen d'enfants par femme diminue dans l'ensemble des régions étudiées, tandis que l'âge moyen à la maternité augmente (cf. **Graphiques 2 et 3**).

Graphique 2. Nombre moyen d'enfants par femme



Source : élaboration propre à partir des données d'Eurostat

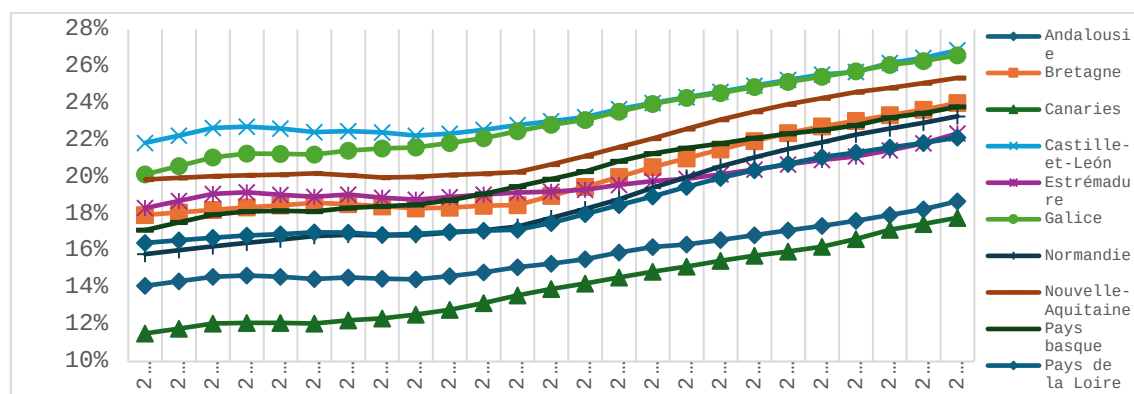
Graphique 3. Âge moyen à la maternité



Source : élaboration propre à partir des données d'Eurostat

Dans l'ensemble, le **Graphique 1** confirme que le vieillissement démographique constitue un facteur de convergence structurelle entre les régions, mais qu'il engendre des impacts territoriaux différenciés en fonction de la structure productive, du dynamisme des marchés du travail et de la capacité des territoires à attirer et à retenir les populations en âge d'activité.

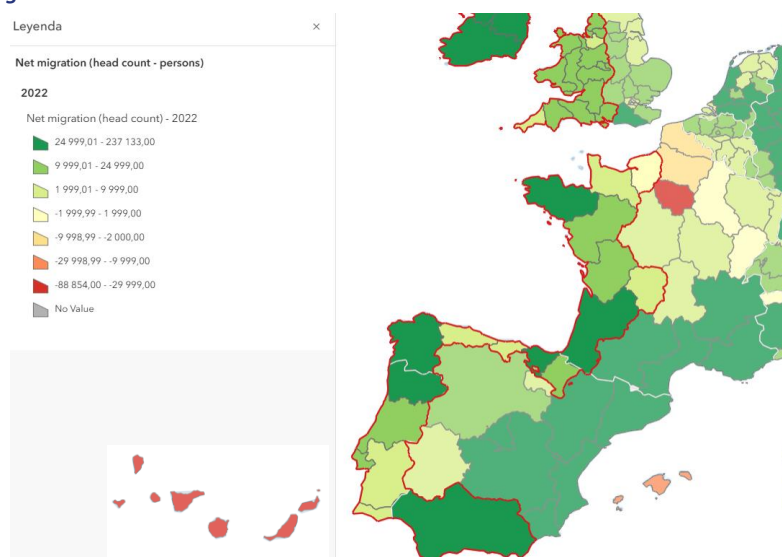
Graphique 4. Part de la population âgée de 65 ans et plus



Source : élaboration propre à partir des données d'Eurostat

L'augmentation continue de la part de la population âgée de 65 ans et plus (**Graphique 4**) annonce des pressions croissantes sur les systèmes de protection sociale, l'offre de services de soins et la disponibilité de la main-d'œuvre. Cette évolution renforce la nécessité de politiques intégrées combinant le vieillissement actif, la conciliation entre vie professionnelle et vie privée, l'amélioration de la productivité et la gestion des flux migratoires (**Carte 1**), en cohérence avec les objectifs du **Socle européen des droits sociaux**.

Carte 1. Solde migratoire net



Source. [ESPON - NUTSII Net Migration](#)

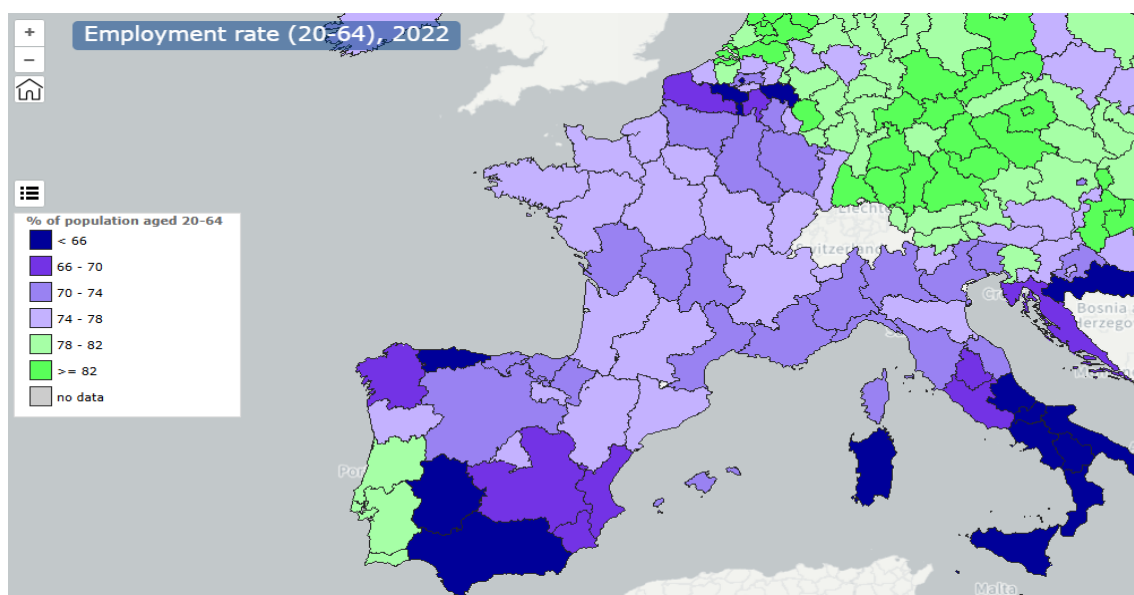
3. Marché du travail : dualité structurelle

Le marché du travail se caractérise par une **dualité structurelle** entre les régions étudiées : certaines présentent une forte capacité d'absorption de l'emploi, tandis que d'autres rencontrent des difficultés persistantes pour atteindre des niveaux d'emploi conformes aux objectifs de la **stratégie Europe 2030**. Cette divergence territoriale ne s'explique pas par des facteurs conjoncturels, mais principalement par des différences de modèles productifs, de spécialisations sectorielles et de dotation en capital humain.

La **Carte 2**, qui représente les taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans en 2022, met en évidence un écart significatif entre les régions espagnoles du nord et du sud, ainsi qu'entre celles-ci et les régions françaises. Le Pays basque se distingue comme la région affichant les taux d'emploi les plus élevés, se situant dans les classes supérieures de la carte. Cette performance reflète la résilience de son marché du travail, caractérisé par un poids plus important de l'industrie, des niveaux plus faibles de temporalité de l'emploi et une productivité plus élevée.

À un niveau légèrement inférieur se positionnent la Bretagne et les Pays de la Loire, qui présentent également des taux d'emploi élevés, en cohérence avec une structure productive diversifiée.

Carte 2. Marché du travail



Source. [Inforegio - Ninth Report on Economic, Social and Territorial Cohesion](#)

À un niveau intermédiaire se situent la Galice, la Castille-et-León, la Normandie et la Nouvelle-Aquitaine. Ces régions présentent une plus grande hétérogénéité interne : elles combinent des secteurs traditionnels avec des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui leur permet d'amortir partiellement les effets du vieillissement démographique et

des cycles économiques. Elles continuent néanmoins de faire face à des défis liés au déclin démographique, à la disponibilité et aux niveaux de qualification de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux processus de transition productive dans certains secteurs.

À l'inverse, l'Andalousie, les Canaries et l'Estrémadure se concentrent dans les classes inférieures des taux d'emploi, mettant en évidence un chômage structurel persistant, associé à une forte dépendance à des secteurs saisonniers et intensifs en main-d'œuvre. Cette configuration limite la stabilité de l'emploi et réduit la capacité de convergence socio-économique de ces régions.

4. Éducation et capital humain : progrès généralisés, retombées inégales

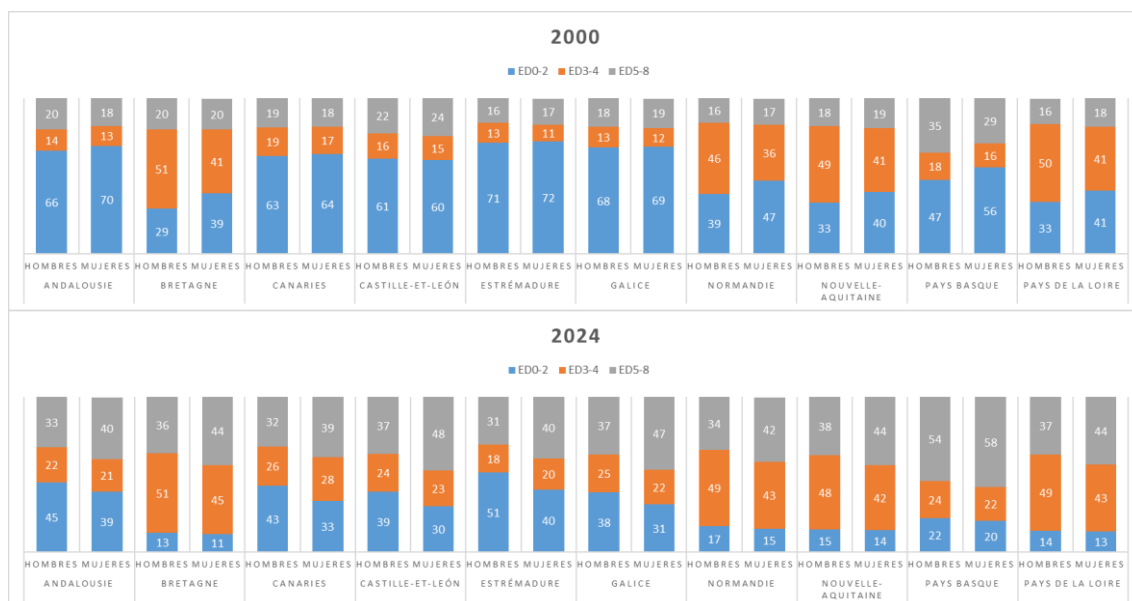
Entre 2000 et 2024, l'ensemble des régions étudiées a enregistré des progrès significatifs dans le niveau de formation de sa population, caractérisés par une diminution continue des niveaux d'éducation faibles (ED 0-2) et une augmentation des niveaux d'enseignement secondaire et supérieur (ED 3-4 et ED 5-8). Ce processus d'amélioration du capital humain est commun à tous les territoires, bien que son intensité et, surtout, son impact diffèrent de manière notable.

Comme le montre le **Graphique 5**, dans les régions au dynamisme économique plus soutenu et aux marchés du travail mieux structurés, telles que le Pays basque, les Pays de la Loire, la Bretagne et la Normandie, l'augmentation de la proportion de population diplômée de l'enseignement supérieur est particulièrement significative. En 2024, ces régions concentrent entre 50 % et 60 % de la population aux niveaux éducatifs élevés, contre des valeurs sensiblement inférieures au début du siècle. La réduction de la part de population peu qualifiée est très marquée.

Un deuxième groupe de régions — la Galice, la Castille-et-León et la Nouvelle-Aquitaine — présente une trajectoire intermédiaire. Bien que la progression éducative soit nette et soutenue dans le temps, avec un accroissement notable des niveaux ED5-8, la proportion de population avec un niveau secondaire reste significative. Ces régions combinent des améliorations du capital humain avec des contraintes structurelles liées au vieillissement démographique, à une activité économique plus faible et à une spécialisation dans des secteurs traditionnels, ce qui limite les retours économiques de l'enseignement supérieur.

Dans les régions aux marchés du travail plus fragiles, telles que l'Andalousie, les Canaries et l'Estrémadure, on observe une baisse substantielle de la population peu qualifiée et une augmentation significative des niveaux moyens et supérieurs. Cependant, ces territoires conservent une structure éducative plus polarisée, avec une part importante de population de niveau secondaire et une capacité plus limitée à absorber les diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui se traduit par des phénomènes de **surqualification**, de **sous-emploi** ou de **migration de talents**.

Graphique 5. Évolution des niveaux d'éducation 2000-2024



Source : élaboration propre à partir des données d'Eurostat

Un **modèle transversal** observé dans toutes les régions est l'avantage éducatif des femmes. Tant en 2000 que, de manière plus marquée, en 2024, les femmes présentent systématiquement des taux plus faibles de faible qualification et des niveaux d'enseignement supérieur plus élevés que les hommes. Cet écart positif en termes de capital humain féminin est particulièrement visible dans les régions françaises et au Pays basque.

Cependant, ce niveau de qualification plus élevé ne se traduit pas pleinement dans l'insertion professionnelle ni dans les trajectoires de carrière, illustrant des inefficiences dans la valorisation du capital humain disponible. Celles-ci sont liées à la **segmentation sectorielle**, aux contraintes de **conciliation vie professionnelle-vie privée** et aux inégalités d'accès aux postes à responsabilité.

Ainsi, bien que le progrès éducatif soit généralisé, les **retours économiques du capital humain** demeurent inégaux entre les régions. Cela montre que l'éducation constitue une condition nécessaire, mais non suffisante, pour le développement régional.

5. Degré d'urbanisation

La **typologie régionale de l'urbanisation (2023)** met en évidence des structures territoriales différenciées. La **Carte 3** permet une lecture comparative de la répartition relative des zones urbaines, intermédiaires et rurales, ainsi que de leur degré d'hétérogénéité interne.

Dans la Castille-et-León, l'Estrémadure et la Nouvelle-Aquitaine, on observe une **prépondérance des zones rurales**, qui couvrent la majeure partie du territoire régional. Les zones urbaines apparaissent de manière ponctuelle et dispersée, tandis que les zones intermédiaires ont une présence limitée, configurant des territoires étendus avec une faible continuité urbaine.

La Galice présente une **structure territoriale mixte**, caractérisée par la coexistence des trois typologies : de larges zones rurales combinées à un réseau de zones intermédiaires et urbaines concentrées principalement le long de l'axe atlantique. En Andalousie, les zones intermédiaires prédominent, accompagnées de vastes zones rurales dans l'intérieur et de zones urbaines localisées dans certains pôles, principalement les aires métropolitaines et les zones côtières, sans qu'aucune typologie ne domine de manière absolue.

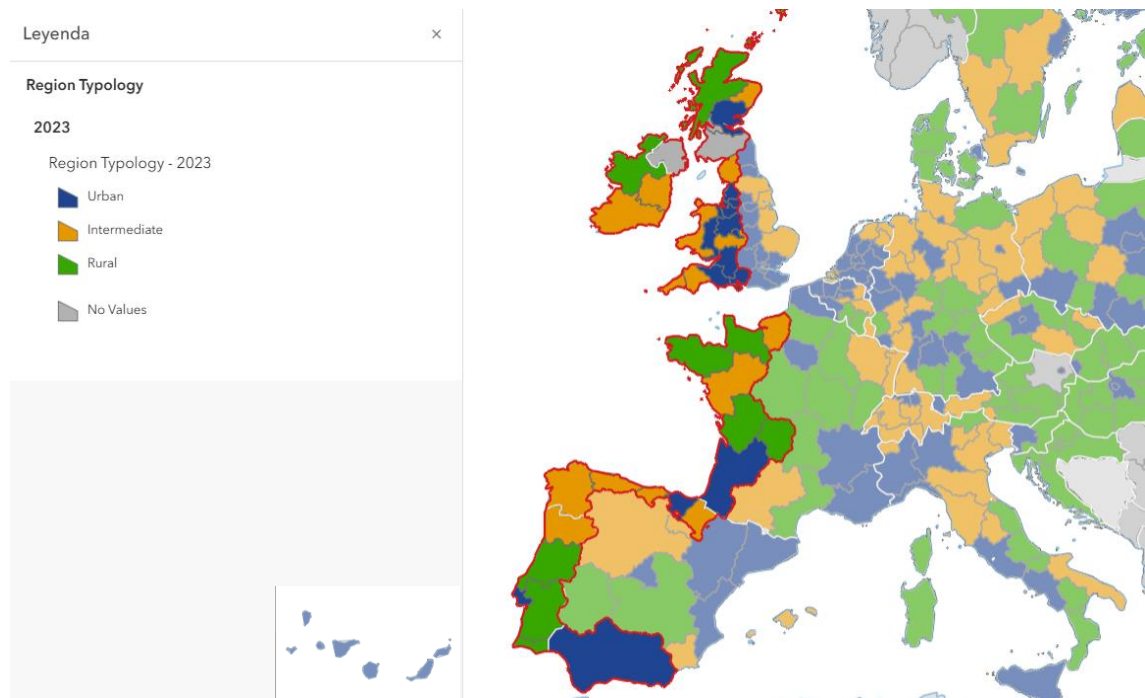
Les régions françaises de Bretagne, Normandie et Pays de la Loire présentent une **répartition relativement équilibrée** entre zones rurales et intermédiaires, complétée par des zones urbaines réparties sur l'ensemble du territoire. L'organisation territoriale y est **polycentrique**, sans concentration urbaine continue ni domination extensive des espaces ruraux.

Le Pays basque se distingue par une **forte concentration spatiale des zones urbaines**, en particulier dans sa frange centrale. Il s'agit d'une région **hautement urbanisée et fonctionnellement intégrée**, avec une **cohésion territoriale élevée**.

Les Canaries, quant à elles, présentent un **modèle d'urbanisation fortement conditionné par leur caractère insulaire et fragmenté**, avec une concentration des zones urbaines sur les côtes, combinée à des zones intermédiaires et rurales dans l'intérieur des îles.

Carte 3. Zones urbaines

Source: [ESPON - NUTSII Urban-Rural Divide](#)



La **typologie de l'urbanisation** fournit une **clé d'interprétation transversale** pour comprendre les différences observées entre les régions. Les **modèles territoriaux identifiés** influencent la capacité des régions à transformer la population qualifiée en **emplois stables et productifs**.

6. Principales implications

La lecture comparative des fiches régionales élaborées permet de **situer chaque territoire dans un contexte plus large**, d'identifier les défis communs et de mettre en valeur les **spécificités territoriales** qui conditionnent les trajectoires de développement. L'analyse comparative des CESER révèle l'existence de **défis structurels partagés**, mais des trajectoires et des capacités de réponse très différentes. La **convergence réelle** ne dépendra pas uniquement de l'évolution macroéconomique, mais de la capacité de chaque région à transformer son **capital humain et productif** en **croissance durable et inclusive**.

Les résultats obtenus fournissent une **base empirique commune** pour le dialogue social et territorial, facilitant l'identification des **priorités stratégiques** et l'échange d'expériences entre régions. Ils contribuent également à **renforcer le rôle consultatif des CESER** dans l'adaptation et la mise en œuvre des politiques européennes, en particulier celles liées à la **cohésion économique, sociale et territoriale**, à la **transition verte et numérique** et au **Socle européen des droits sociaux**.